

SOUTENONS LES POSTIERS SANS-PAPIERS EN GREVE

Avec les limitations d'accès aux magasins causées par la pandémie, le trafic du colis a explosé. Les plateformes se font une concurrence sauvage entre Amazon, Prisme, Geodis... et la Poste. La Poste avec ses différentes divisions ou filiales utilise elle aussi massivement la main-d'œuvre des travailleurs sans papiers. Alors Sans-papiers et postier, est-ce possible ? La direction de la Poste dira que non. Non, la Poste se contente de sous-traiter. La Poste, sous le nom de Viapost, Coliposte, DPD ou Chronopost, sous-traite à des sociétés qui gèrent les colis sur les lignes de roulement. Dans ses garages et ses plateformes, la Poste et ses filiales ont confié une partie du travail à des entreprises de manutention pour contourner l'organisation syndicale et intensifier le travail.

Au DPD de Coudray Montceaux comme au Chronopost d'Alfortville, la société sous-traitante s'appelle DERICHEBOURG. Cette société a fabriqué une entreprise d'intérim, DERICHEBOURG INTERIM. DERICHEBOURG se loue ainsi du personnel à lui-même à l'aide d'un artifice juridique validé par l'État. Cela rajoute un niveau de sous-traitance qui rend encore plus difficile la défense de leurs droits.

Depuis le 15 novembre 2021, plus de 70 salariés sans titre de séjour travaillant pour DPD au Coudray-Montceaux ou pour d'autres établissements de filiales de la Poste se sont mis en grève.

Ces travailleurs en grève dénoncent la maltraitance à leur égard, organisée par la Poste à travers la cascade de sous-traitance : La POSTE → DPD → Derichebourg → Derichebourg Interim et Mission Interim.

Ils dénoncent :

- les erreurs systématiques sur leurs feuilles de paye,
- les heures et les semaines non payées,
- les conditions de travail inhumaines (15 minutes pour le déchargement d'un camion),
- l'absence de délai de prévenance lors des modifications d'horaires,
- la désinvolture totale à leur égard concernant les horaires, qui consiste à les mettre en pause plusieurs heures ou à les libérer à minuit et demi en pleine campagne, sans transports en commun. Ils exigent le respect et veulent pouvoir se défendre dans le cadre de la réglementation du travail.

Ils demandent l'internalisation de la sous-traitance, la suppression de l'intérim et la délivrance des documents que doit fournir leur employeur pour permettre leur régularisation.

Avec eux, nous demandons à la Préfecture la régularisation sur simple preuve de travail.

Pour soutenir les grévistes et exiger leur régularisation, nous appelons à une manifestation au départ de la poste centrale d'Évry :

MARDI 21 DECEMBRE A 10H

PLACE DES TERRASSES DE L'AGORA D'EVRY COURCOURONNES

Nous demandons à ce qu'une délégation de grévistes et représentants syndicaux soit reçue par le Préfet à l'issue de la manifestation.

